

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
81013 ALBI Cedex 09

ALBI, le 10/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALBI REMBLAIS RECYCLES

Lieu-dit Fargues

81120 Dénat

Références : 81-DECHETS-2023-31
Code AIOT : 0006811385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement ALBI REMBLAIS RECYCLES implanté Lieu-dit Fargues 81120 Dénat. L'inspection a été annoncée le 07/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALBI REMBLAIS RECYCLES
- Lieu-dit Fargues 81120 Dénat
- Code AIOT : 0006811385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALBI REMBLAIS RECYCLES (A2R) exploite actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante dans un casier mono-déchets (casier dédié).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection précédente ;
- arrêté de mise en demeure du 22/11/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.5	/	Sans objet
2	Admission des déchets d'amiantes	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.10.2	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2	/	Sans objet
5	Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.6.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le respect de la mise en demeure du 22 novembre 2022.

2-4) Fiches de constats

(voir ci-dessous)

N° 1 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Casier C4
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fond du casier C4 est profilé pour diriger gravitairement les eaux vers un point bas de collecte. Le collecteur peut être obturé à l'aide d'un ballon. Les lixiviats collectés sont dirigés gravitairement vers un premier bassin de rétention (BRA) de 39 m ³ . Ce premier bassin est dimensionné pour stocker les eaux issues d'un événement pluviaux de fréquence décennale et est étanche (membrane PEHD). Les effluents rejoignent ensuite un deuxième bassin (BDA) d'un volume de 219 m ³ pour permettre leur décantation. Cet ouvrage est équipé d'un orifice calibré.
Constats : Lors de la précédente visite en 2022, l'inspection avait pu vérifier que l'exploitant s'était équipé d'un ballon obturateur. Cependant le personnel n'avait aucune information sur les modalités d'utilisation de cet équipement. Lors de la visite du 06/07/2023, l'exploitant a présenté une consigne d'utilisation du matériel. Il indique que le personnel du site a été formé à son utilisation le 23/09/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Admission des déchets d'amiantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission des déchets et refus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable). En application de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement, pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions : <ul style="list-style-type: none">- la nature et la quantité de déchets,- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou les) collectivité(s),- le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et le cas échéant son numéro SIRET,- le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés,- l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés,- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R543-53 du code de l'environnement,- la date et l'heure de réception, et si elle est distincte, la date de stockage,- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante,- le code du traitement opéré selon l'annexe I et II de la directive 2008/98/CE,- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
Constats : Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé le registre des admissions du mois de mai 2023. Le registre est correctement renseigné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bilans périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au CHAPITRE 2.9) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission de suivi des sites si elle existe. Il concerne notamment les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• relevé topographique de l'ensemble de l'installation accompagné d'un document décrivant la surface et le volume occupé par les déchets et une évaluation des capacités restantes,• une synthèse des contrôles relatifs aux eaux superficielles et souterraines,• résultats des mesures d'empoussièrement,• synthèse des incidents/accidents (y compris concernant les pertes d'intégrité des emballages contenant des DMCCA),• quantités de déchets réceptionnés et provenance,• liste des chargements refusés,• aménagements et travaux divers éventuellement réalisés sur le site,• plan d'exploitation : zone en cours d'exploitation, zone réaménagées...
Constats : Le rapport d'activité relatif à l'année 2022 a été présenté à l'inspection lors de la visite. Il aborde l'ensemble des informations prévues par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'empoussiérage
--

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles) et d'une mesure des fibres d'amiante. Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.

Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site.

[...]

L'exploitant intègre les résultats des mesures dans le rapport annuel défini à l'article 2.10.2 avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

Le site est équipé de cinq jauges OWEN en limite de propriété dont une est dédiée à la mesure du bruit de fond.

Pour l'activité de l'année 2021, aucun résultat des mesures d'empoussièrément n'était reporté dans le rapport d'activité. L'exploitant justifiait cette absence de mesures par une impossibilité des laboratoires d'intervenir en fin d'année 2021. En contrepartie, l'exploitant proposait de faire réaliser en 2022 une campagne de mesures :

- au 1er trimestre au titre de 2021 ;
- en septembre au titre de 2022.

Le rapport d'activité relatif à l'année 2022, présenté à l'inspection lors de la visite, comporte bien les deux campagnes susmentionnées. Les résultats des mesures sont inférieurs à la valeur seuil.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines / Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 22/05/2023
Prescription contrôlée : article 4.6.2: [...] L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. [...]
Constats : Suite à la mise en demeure en date du 22/11/2022, l'exploitant a fait réaliser une étude afin de revoir le positionnement du piézomètre amont PZ1 inexploitable depuis le début de la mise en service du site en 2020. Le rapport d'étude, réalisé par le bureau d'études SOLS et EAUX, confirme que le PZ1 est rempli de boue et ne permet aucun prélèvement. Il met également en évidence une ovalisation du tube du PZ4, rendant difficile les prélèvements. L'exploitant a donc entrepris la création de deux nouveaux piézomètres dénommés PZ1 bis et PZ4 bis en remplacement des deux piézomètres non fonctionnels. L'implantation de ces deux nouveaux piézomètres a été validée par le bureau d'études. Les travaux ont été réalisés du 23 au 27 janvier 2023. PZ1 bis constitue le nouveau point de surveillance amont des eaux souterraines. La visite d'inspection a permis de constater le respect de la mise en demeure du 22 novembre 2022 relative au respect des dispositions de l'article 4.6.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet